

Le chef de l'UNOCA et le Premier ministre tchadien évoquent l'impact régional de la crise centrafricaine

Libreville (Gabon), 25 février 2014 – Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), M. Abou Moussa, s'est entretenu avec le Ministre tchadien des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine mardi 25 février à N'Djamena après avoir rencontré la veille, le Premier ministre, M. Kalzeubé Pahimi Deubet. Il s'est dit vivement préoccupé par l'impact de la dégradation de la situation politique en République Centrafricaine (RCA) sur certains pays de la sous-région, y compris le Tchad, qui vient d'accueillir plus de 74 000 personnes fuyant les violences inter-religieuses et les affrontements entre « anti-balakas » et « ex-Seleka ».

Le Représentant spécial a par ailleurs rappelé la place primordiale que cette crise occupe dans l'agenda des Nations Unies, qui ne ménagent aucun effort pour y trouver une issue durable. M. Moussa a renouvelé la disponibilité de l'ONU à continuer à apporter un appui aux efforts déployés par les organisations régionales et les partenaires internationaux en vue de garantir la stabilité en RCA. Le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, qui déplore le « cycle de vengeance et de représailles » qui ensanglante la RCA, insiste du reste sur l'urgence d'une assistance forte à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA). Devant le Conseil de sécurité le 20 février, il a lancé un appel pour une aide logistique et financière de 38 millions de dollars à cette force de l'UA (pour une période de six mois) ainsi que pour la mobilisation de 3000 soldats de la paix et policiers pour renforcer le dispositif français et africain actuel.

Le Premier ministre tchadien a apprécié la démarche du Chef de l'UNOCA et exprimé sa satisfaction par rapport aux actions du Secrétaire général de l'ONU en faveur de la paix et de la sécurité en RCA. Il a noté que le Tchad y poursuivra ses engagements, soulignant que cela est nécessaire non seulement pour son pays mais aussi pour l'ensemble de la sous-région. M. Kalzeubé Pahimi Deubet a rappelé que le chef de l'Etat tchadien, par ailleurs président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), suit avec beaucoup d'attention cette situation, qui a nécessité le déblocage des fonds extrabudgétaires - pour faire face aux conséquences sociales et humanitaires de la crise. Dans ce contexte, le chef du Gouvernement a sollicité un renforcement de l'assistance des Nations Unies dont il salue le soutien dans la mise en œuvre des politiques nationales en matière de développement.

M. Thomas Gurtner, Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Tchad, qui accompagnait le Chef de l'UNOCA, s'est récemment dit « encouragé par le dynamisme du gouvernement tchadien face à la situation des retournés sans discrimination d'âge, d'état civil ni de nationalité dans l'évacuation comme dans l'assistance ». Lors d'une conférence de presse le 29 janvier, il avait indiqué que 70 % à 80 % des ressources mobilisées et utilisées pour les moyens de transport et la nourriture proviennent de l'Etat et de l'action de solidarité des citoyens. M. Gurtner avait fait observer que les premiers besoins sur une période de 6 mois en faveur de 150 000 personnes sont estimés à 32 millions USD (1,6 milliards de CFA), précisant que « 15 % à 20 % sont couverts par le Fonds d'Appel d'urgence de Nations Unies ». A ce montant s'ajoute « 200 milliards pour couvrir les autres aspects de la crise humanitaire car plus de 2 millions de personnes ont besoin d'aide », avait-il ajouté, plaidant afin que la communauté internationale apporte un appui conséquent au Tchad.

Avant sa rencontre avec le Premier ministre tchadien et le Ministre des Affaires étrangères, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale avait, la semaine dernière, eu des entretiens avec le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité ainsi qu'avec l'ensemble des organisations spécialisées du système des Nations Unies. Après le Tchad, M. Abou Moussa se rendra au Cameroun, au Congo et en République démocratique du Congo, trois autres pays de la sous-région touchés par la crise centrafricaine.